

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 23 au 28 septembre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : l'emprunt public mensuel2

Le graphique de la semaine :2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

MARCHE DU TRAVAIL3

IMMOBILIER4

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE4

Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE5

MARCHES FINANCIERS5

Le chiffre de la semaine : l'emprunt public mensuel

Selon l'ONS, l'emprunt public mensuel s'est établi à **18,3 Md£** en août 2026, un niveau supérieur de **3,5 Md£** aux prévisions de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR). Le déficit mensuel est en hausse

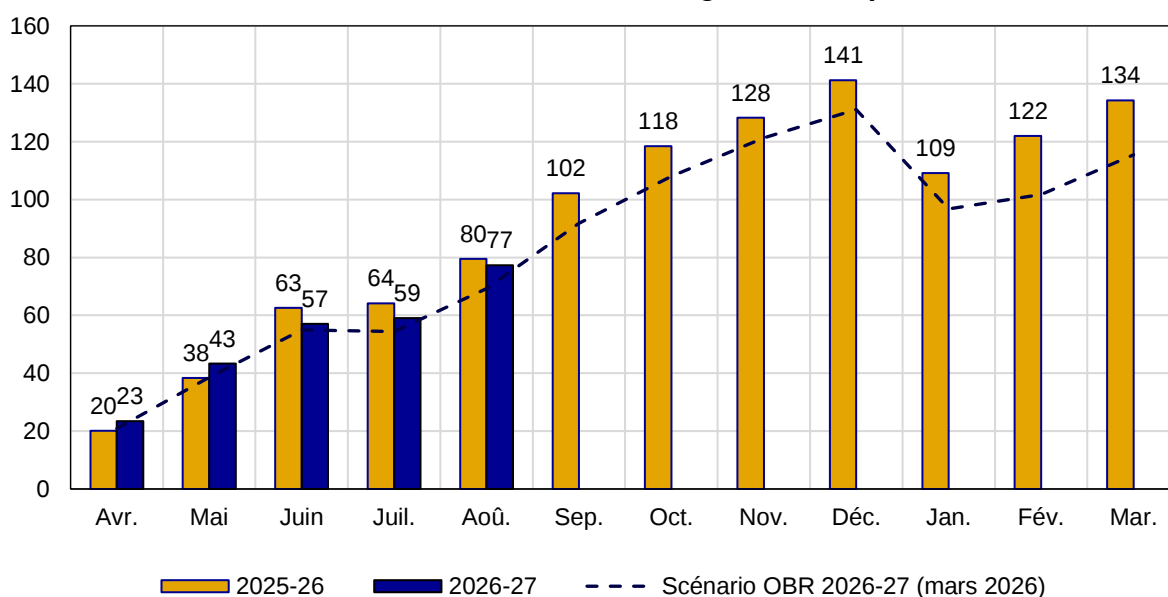
de 2,9 Md£ (+19,0 %) par rapport à août 2025. Cette augmentation s'explique par une hausse des dépenses publiques, notamment sous l'effet de l'inflation sur le coût des services publics et les charges d'intérêts, plus rapide que celle des recettes fiscales. En effet, les intérêts versés sur la dette par l'administration centrale s'élèvent ainsi à 8,8 Md£ en août, soit leur niveau nominal le plus élevé pour un mois d'août depuis le début des séries en 1997. Les recettes de l'administration centrale ont atteint 89,8 Md£ en août 2026 (+3,3 Md£ sur un an). Les dépenses courantes de l'administration centrale se sont élevées à 103,1 Md£ (+4,9 Md£ sur un an). Cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire 2026-27 (le 1^{er} avril 2026), l'emprunt public atteint 77,3 Md£, soit 2,2 Md£ de moins que sur la même période l'an dernier, mais 8,1 Md£ de plus que la trajectoire prévue par l'OBR. Par ailleurs, le passif financier net (PSNFL), mesure de référence des règles budgétaires du gouvernement, s'établit à 82,3 % du PIB, en hausse de 0,2 point par rapport à août 2025. Toutefois, la dette publique nette (PSND) atteint 93,8 % du PIB à fin août 2026, en baisse de 1,3 point sur un an et de 0,8 point par rapport aux prévisions de l'OBR.

LE CHIFFRE À RETENIR

18,3 Md£

Le graphique de la semaine :

Évolution mensuelle du déficit public britannique (en cumulé, selon l'exercice budgétaire, Md£)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : août 2026.

En bref

- Depuis le 22 septembre, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3261 \$ (-0,6 %). En revanche, la livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1664 € (+0,1 %).
- Le marché des *gilts* n'échappe pas à la remontée des rendements sur les marchés obligataires mondiaux, dans un contexte de remontée des prix du pétrole liée au recul des espoirs d'un accord entre Washington et Téhéran permettant la réouverture du détroit d'Ormuz. Au 28 septembre, le rendement du *gilt* à 10 ans s'établit à 5,40 % (+16,4 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans augmente à 5,89 % (+14,4 pdb).
- D'après le [Financial Times](#), l'assureur Legal & General prévoirait de réduire ses effectifs de 10 % sur un an (1 000 emplois), en commençant par un plan de départ volontaire.
- Le gouvernement britannique a annoncé que le Sommet des chefs d'État organisé par la [Présidence britannique du G20](#) aura lieu à Manchester les 27-28 novembre 2027. Le Sommet B20 (Business) aura lieu pour sa part à Londres les 15-17 septembre 2027.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Dans son [Interim Economic Outlook](#) de septembre 2026, l'OCDE relève sa prévision de croissance britannique pour 2026 à 1,1 % (+0,2 point), mais abaisse légèrement celle de 2027 à 1,0 % (-0,1 point). La croissance serait ainsi proche de celle de la zone euro, prévue à 1,0 % en 2026 et en 2027. Les perspectives restent toutefois contraintes par la faiblesse de la productivité, les pressions sur le pouvoir d'achat des ménages et des marges de manœuvre budgétaires limitées. L'OCDE revoit également à la baisse sa prévision d'inflation pour 2026, à 3,1 % (-0,6 point), avant un ralentissement à 2,6 % en 2027 (+0,2 point), sous l'hypothèse d'une baisse des prix de l'énergie. Elle considère que la politique monétaire est suffisamment restrictive pour contenir les tensions inflationnistes et prévoit ainsi un maintien du taux directeur à 3,75 % jusqu'au deuxième trimestre 2027, avant une baisse à 3,5 % au troisième trimestre 2027. Sur le plan budgétaire, l'OCDE souligne les risques liés à la hausse des rendements obligataires et à l'augmentation de la charge d'intérêts. Enfin, l'OCDE appelle à maîtriser les dépenses publiques, dans un contexte de marges de manœuvre budgétaires limitées.

Marché du travail

À l'approche du *Budget* d'octobre, plusieurs organisations patronales et *think tanks* appellent le gouvernement à modérer la hausse du salaire minimum prévue en avril 2027, dans un contexte de ralentissement des salaires et des recrutements. Elles mettent notamment en garde contre le risque qu'une hausse trop importante des coûts salariaux se traduise par des hausses de prix ou des suppressions d'emplois, en particulier dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-restauration. Le *National*

Living Wage ([NLW](#)), qui s'applique aux salariés de 21 ans et plus, s'élève actuellement à 12,71 £ de l'heure (+4,1 % en avril 2026). [Make UK](#) propose ainsi de plafonner la hausse à 3,7 % en 2027. Certaines organisations appellent également à ralentir le rapprochement entre les taux applicables aux jeunes et aux adultes, alors que le nombre de NEET de 16 à 24 ans approche le million. Le [Tony Blair Institute](#) et le [CBI](#) préconisent que toute hausse supplémentaire des taux applicables aux jeunes soit conditionnée à une réduction significative du nombre de NEET.

Immobilier

Le [gouvernement](#) britannique a annoncé la création de *Your First Home*, un nouveau dispositif d'aide à l'accession à la propriété destiné aux primo-accédants. Un acheteur avec un apport de 2,5 % pourra obtenir un prêt public de 20 % de la valeur d'un logement neuf, assorti d'une période initiale sans intérêts. Les promoteurs contribueront aux coûts du dispositif par une redevance indexée sur la valeur des biens vendus. Andy Burnham a justifié la mesure par les difficultés des jeunes à se loger. Le nouveau dispositif reprend le principe du *Help to Buy*, mis en place entre 2013 et 2023. Selon une [évaluation](#) publiée par le gouvernement en septembre, ce dispositif aurait permis l'acquisition de plus de 387 000 biens, dont 328 000 par des primo-accédants, mais aurait également contribué à une hausse des prix immobiliers d'environ 2 %. L'annonce intervient dans un contexte d'inquiétude sur la construction. Le nombre net de logements supplémentaires en Angleterre a reculé de 4,4 % en 2025-26, à 199 500, alors qu'il en faudrait 300 000 par an pour tenir l'objectif de 1,5 million sur la législature.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Lors de la Conférence du Parti travailliste à Liverpool, le ministre britannique du Commerce, des entreprises, de la science et de l'innovation, [Jonathan Reynolds](#), défend une approche pragmatique de la relance des relations commerciales avec l'UE, sans revenir à une union douanière, qui impliquerait selon lui davantage d'alignement réglementaire pour des bénéfices limités. En effet, J. Reynolds estime que les débats sur un éventuel retour du Royaume-Uni dans l'UE créent de l'incertitude pour les entreprises. Cette position intervient alors que Tony Blair appelle le Royaume-Uni à rejoindre une UE réformée et que la question d'un rapprochement plus poussé avec l'UE gagne du terrain au sein du Parti travailliste.

Alors que l'UE souhaiterait que le Royaume-Uni relève les [droits de douane](#) sur les véhicules électriques chinois afin d'éviter que le Royaume-Uni ne devienne une porte d'entrée pour les véhicules chinois vers le marché unique, J. Reynolds indique que ceux-ci restent « sous examen ». Ces discussions interviennent dans le cadre du débat autour de l'inclusion des pays tiers, dont le Royaume-Uni, dans le champ géographique de l'*Industrial Accelerator Act* actuellement en négociation au sein des institutions européennes. J. Reynolds souligne toutefois que le secteur automobile est fortement tourné vers l'exportation et serait exposé à d'éventuelles mesures de rétorsion si le Royaume-Uni venait à imposer des droits de douane à l'importation des véhicules chinois.

Face à la menace américaine de restreindre les [exportations de diesel](#), J. Reynolds estime qu'une telle mesure constituerait une inquiétude importante pour le Royaume-Uni, qui dépend des États-Unis pour environ un sixième de ses importations de diesel. Le ministre souligne néanmoins la diversification des approvisionnements du pays, tout en alertant sur le risque qu'une réduction des exportations américaines entraîne une baisse de l'offre mondiale et une hausse des prix du carburant au Royaume-Uni et en Europe.

Au premier semestre 2026, le [déficit commercial britannique](#) dans le secteur agroalimentaire atteint 21,1 Md£, son niveau le plus élevé depuis 25 ans, dans un contexte marqué par les effets du Brexit et les droits de douane américains. Les exportations alimentaires et de boissons ont reculé de 11,7 % en volume, tandis que les exportations vers les États-Unis ont diminué de 16,5 %, notamment en raison des nouveaux droits de douane de 10 % appliqués aux produits britanniques. Depuis 2019, les volumes britanniques exportés ont chuté de 31 %, les contrôles aux frontières et la complexité des échanges avec l'UE ayant accru les coûts pour les entreprises. La *National Farmers' Union* et la *Food and Drink Federation* alertent sur les risques pour la sécurité alimentaire britannique et critiquent la suspension des droits de douane sur certains produits alimentaires (biscuits, chocolat, conserves), dans le cadre des mesures de soutien au pouvoir d'achat de l'ancienne chancelière de l'Échiquier en mai dernier. Le gouvernement souligne de son côté les nouvelles opportunités ouvertes par les accords de libre-échange avec l'Inde et les pays du Golfe ainsi que par le futur accord sanitaire et phytosanitaire actuellement négocié avec l'UE.

Actualités financières

Réglementation financière

Lors d'un [discours](#), le directeur général de la Financial Conduct Authority (FCA) a souligné les efforts du régulateur pour favoriser l'innovation financière. Il estime que les technologies émergentes (intelligence artificielle, tokénisation) ne sont plus optionnelles (« nice-to-have ») et que les exploiter en toute sécurité s'avèrera clé pour l'intégrité et la compétitivité des marchés financiers. Nikhil Rathi reconnaît que les cycles habituels de réglementation et d'élaboration de politiques sont trop lents pour suivre les dernières avancées technologiques, mais souligne les efforts de la FCA sur la tokénisation des fonds (voir [Brèves n°18](#)), l'encadrement des stablecoins (voir [Brèves n°27](#)) ou l'émission d'un *gilt* tokénisé (voir [Brèves n°7](#)). Enfin, il admet que des questions importantes restent ouvertes, comme celle du traitement fiscal et comptable de certains actifs tokénisés.

Marchés financiers

Un [rapport](#) de UK Finance et Norton Rose Fulbright alerte sur la concurrence croissante que le Royaume-Uni affronte pour attirer les banques internationales. Le rapport reconnaît que le pays conserve des atouts significatifs - profondeur des marchés de capitaux, sécurité juridique, talents de classe mondiale, fuseau horaire avantageux et connectivité internationale. Néanmoins, la combinaison de la fiscalité, des coûts d'exploitation, des barrières à la mobilité et des considérations d'accès au marché post-Brexit pourrait progressivement détourner les investissements futurs vers des juridictions concurrentes. UK Finance formule plusieurs recommandations : maintenir l'ouverture aux entreprises internationales, notamment en préservant la

flexibilité du régime des succursales de pays tiers et en réduisant la duplication réglementaire ; maintenir un environnement fiscal compétitif en évitant les hausses d'impôts sectorielles ciblant les banques ; faciliter l'accès aux talents internationaux en simplifiant les visas pour les postes spécialisés et en réduisant les coûts du *Senior Managers and Certification Regime* (SMCR) ; accélérer l'innovation en traitant les services financiers basés sur l'intelligence artificielle comme une priorité stratégique et en avançant sur la tokénisation des marchés de gros.

L'association d'intérêts UK Finance [présente](#) ses priorités en amont du Budget d'automne et réitère son opposition à toute hausse de la fiscalité spécifique au secteur. Le directeur général de UK Finance, David Postings, [estime](#) que le Royaume-Uni est à un point d'inflexion concernant la taxation du secteur bancaire. Le secteur bancaire britannique est soumis à deux taxes spécifiques : une surcharge d'impôt sur les sociétés (*corporate surcharge*) et une charge prélevée sur le passif des acteurs bancaires (*bank levy*). UK Finance recommande à *HM Treasury* de lancer à moyen-terme une revue sur ces deux taxes. L'association d'intérêt souhaite aussi une réduction des exigences de fonds propres ainsi que le déploiement de la stratégie nationale sur les paiements (voir [Brèves n°23](#)). L'augmentation des taxes pesant sur le secteur bancaire inquiète le secteur qui bénéficie d'une dynamique favorable s'étant matérialisée par une augmentation de 20 % sur un an des contributions fiscales au titre de la surcharge d'impôts sur les sociétés (9 % pour la *bank levy*) d'après les données de HMRC citées par le [Financial Times](#).

La fintech britannique Monzo [serait](#) en discussion pour être rachetée par la néobanque brésilienne Nubank. Nubank est une néobanque brésilienne cotée au New York Stock Exchange avec une valorisation de plus de 60 Md\$. D'après le Financial Times, un rachat par Nubank valoriserait Monzo entre 8 et 10 Md£, contre une dernière valorisation à 4,5 Md£ lors d'un tour de financement secondaire en 2024. Le journal mentionne que deux autres options pour attirer du capital sont explorées : la cession de 15 % des parts à un fonds de capital investissement ou une levée de fonds auprès de fonds de capital-risque.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr